



Conclusion du Colloque International sur l'Animation par

Jean- Claude Gillet

Professeur honoraire des universités

Coordonnateur du Réseau International de l'Animation

Paris, le 31 octobre 2013.

Chères amies et chers amis,

Dans cette clôture du colloque de Paris, je tiens d'abord à remercier tous ceux qui ont contribué au succès de cette manifestation, les organisateurs, d'abord Luc Greffier et le collectif bordelais, l'équipe parisienne de l'IUT et de l'université de Paris Descartes, le groupe des autres départements carrières sociales d'IUT, les experts du comité scientifique et bien sûr vous tous les participants. Je n'irai pas plus loin pour ne pas tomber dans une vague cérémonie des Césars ou des Oscars.

Sachez que pour cette session, nous comptons 225 participants : en comparaison 220 à Bordeaux en 2003, 195 à Sao Paulo en 2005, 260 à Lucerne en 2007, 205 à Montréal en 2009 et 170 à Zaragoza en 2011. Quant aux communications il y en avait 60 à Bordeaux, 50 à Sao Paulo, 90 à Lucerne, 70 à Montréal, 65 à Zaragosse et 83 à Paris. Nous sommes donc dans un bon crû.

Cependant nous constatons des changements quant à l'origine géographique des inscrits : c'est ainsi qu'à Bordeaux il y avait 30% d'utilisateurs de la langue portugaise et hispanique. Ils ne sont plus que 13 % en 2013 et, désormais, c'est la francophonie qui domine largement avec environ 76% de présents. Et parmi l'ensemble que vous constituez 3,5% de participants viennent d'Afrique, 3% d'Amérique du nord, 10% des DOM-TOM et 82% d'Europe (notamment 42% de français, 24% de suisses, moins de 8% d'espagnols et moins de 4% de portugais). Sachez aussi qu'à Bordeaux 25 pays étaient représentés et seulement 16 à Paris.

Concernant les communications 1 sur 14 vient d'Afrique, + ou -1 sur 10 d'Amérique du Nord ou des Caraïbes ou d'Amérique du Sud, et 75% d'Europe.

Il y a donc un réel déplacement vers une centralité européenne. Outre les questions financières (rappelons qu'à Bordeaux nous avons obtenu le soutien financier de six entités institutionnelles régionales et nationales publiques, contre une seule cette année) qui expliquent que nous avons pu payer une quinzaine de voyages pour des représentants étrangers, notamment latino-américains, en plus du congé de recherche de 6 mois qui m'avait permis de sensibiliser mes collègues des Amériques, en plus de l'étendue de la crise économique dont il est difficile de mesurer l'ampleur sur notre colloque. Il est vrai que les relations internationales concernant le Réseau International de l'Animation se sont resserrées : moins de voyages, moins d'accueil de correspondants étrangers. Il en est de même de notre réseau cousin de la Red Ibero-americana de Animación sociocultural : il a tenu ses assises à Montevideo en 2012 avec 160 participants et depuis ses activités ont été moins présentes à l'inverse des années antérieures. Deux réseaux locaux semblent fonctionner correctement (soit le tiers des réseaux officiellement créés) : le réseau local de l'Uruguay avec des séminaires réguliers et celui d'Argentine plus épisodique. Signalons aussi la 1^{ère} rencontre internationale *Ciberanimación* qui aura lieu en décembre à Valencia en Espagne et une rencontre des jeunes animateurs qui a eu lieu à Madeira au Portugal en 2012, plus une rencontre hispanique à Séville.

Il faut que vous sachiez enfin que le prochain colloque de la RIA se tiendra en octobre 2014 à l'Université de Leiria, jolie petite ville du centre-nord du Portugal. J'insiste fortement pour qu'une représentation de notre réseau soit présente aux côtés de nos amis portugais : ce serait une heureuse occasion de mettre à nouveau en commun nos pratiques et nos recherches concernant l'animation avec des collègues de la RIA, surtout sud-américains et vous allez comprendre pourquoi un peu plus tard.

Quant au Réseau International de l'Animation (le RIA), je vous informe (mais c'est un secret de polichinelle) que j'ai décidé d'y arrêter toute responsabilité. Cela fait 10 ans maintenant que j'ai créé ce réseau et il est temps pour moi, comme je l'ai fait à l'université de laisser la place à d'autres. Je vous propose que le responsable scientifique du Réseau International de l'Animation soit désormais l'enseignant-chercheur bordelais Pascal Tozzi, entouré de ses collègues Aurélie Carimentrand, Luc Greffier, Nicolas d'Andréa et Jorge Ibanez, tous donc de l'IUT Michel de Montaigne. A ceux-là s'ajoute Jean-Marie Lafortune, notre collègue Montréalais, qui reste le responsable de la revue internationale du RIA, *Animation, territoires et pratiques socio-culturelles* : deux numéros sont déjà sortis depuis le dernier colloque de Zaragoza l'un sur « Les arts et l'animation » en avril 2012 et, en octobre 2012, « Variations internationales dans les formations à l'animation ». Le prochain numéro porte sur « Animation et jeunesse en contexte d'indignation et de révoltes nationales » : il sera publié sur le net en décembre de cette année. Concernant le comité scientifique du RIA, je propose que désormais il soit constitué, suite à un accord conclu entre l'université organisatrice de chaque colloque et le comité d'organisation du RIA. Il est nécessaire de le renouveler à chaque manifestation en tenant compte toujours d'un équilibre entre pays du nord et du sud, enseignants-chercheurs et chercheuses, et continents.

Pour le colloque de 2015, le comité scientifique propose qu'il ait lieu à Bogotá en Colombie organisé par la Universidad Externado de Colombia en Bogota : notre collègue du comité scientifique Lucero Zamudio Cardenas, professeur de sociologie et doyenne de la faculté de sciences sociales de cette université a été retenue au dernier moment par des obligations liées à son statut et à sa fonction : elle n'est donc pas présente aujourd'hui. Mais je suis en contact régulier avec elle (je la connais depuis 1998 où je l'ai rencontrée sur place plusieurs fois et elle était déjà membre du comité scientifique au colloque de Bordeaux) et il y a déjà plus de six mois que le recteur de l'Université de Bogotá a donné son accord pour la mise en œuvre du colloque. Il a existé depuis plus de 10 ans plusieurs tentatives de création de formations à l'animation localement qui n'ont pas pu aboutir pour diverses raisons. L'implantation prévue du colloque pourrait être l'occasion pour nos collègues colombiens, peut-être avec les amis du RIA et de la RIA d'Amérique du sud, de monter une formation niveau licence ou master en ce domaine de l'animation et de l'action sociale et culturelle. En tout état de cause se retrouver à Bogotá permettra après trois colloques dans les pays du Nord de revenir dans un pays du Sud. La candidature du Sénégal avec l'université Diop à Dakar qui avait été avancée un temps l'année dernière n'a pas abouti. Je suppose que les questions économiques n'y sont pas pour rien. Enfin, il semblerait judicieux qu'entre deux colloques soient réalisés des colloques continentaux ou régionaux pour renforcer et faciliter les communications du RIA : c'est ce qu'ont envisagé les différentes réunions de mercredi en fin d'après-midi.

Le contexte économique et social mondial dans lequel est plongée notre aventure collective pèse bien sûr et très largement sur l'animation et le travail social (je reviendrai plus tard sur ces notions). Vous avez sans doute été frappés par cette nouvelle du magazine *Forbes* qui dans le numéro du 16 septembre de cette année a publié le palmarès des Américains les plus aisés : la fortune des 400 Américains les plus riches n'a jamais été aussi importante qu'en 2012 grâce à la Bourse, à l'immobilier et à l'augmentation des profits. Même la France dont on dit souvent qu'elle va mal n'est pas écartée de ces bonnes nouvelles : le Crédit Suisse, une banque zurichoise, vient de révéler le 10 octobre que la France est championne d'Europe des millionnaires en dollars (plus de 2 millions) et la même banque a indiqué dans un rapport du 15 octobre que la France fut en 2012 numéro 2 en matière de création de millionnaires en dollars dans le monde avant l'Allemagne, le Japon ou la Chine.

Peut-être avez-vous entendu aussi cette information d'un retour de délocalisation de Chine vers le Jura français d'un fabricant de lunettes très connus ? Derrière les apparences bénéfiques pour l'emploi, il s'agit

en réalité d'une opportunité liée à la mise en œuvre d'un robot qui fait le travail de 25 salariés et qui fonctionne jour et nuit, les dimanches et les jours de congé sans les congés maladies, la réduction du temps de travail ou les congés-maternité, c'est-à-dire sans rechigner ! Ou bien donc ce sont les ouvriers chinois qui se font exploiter dans les conditions que l'on sait, ou bien, comme l'exprimait Jean Gol, un ancien ministre de l'Intérieur libéral belge, décédé en 1995 : « Si nous ne travaillons (admirez le “nous” du Ministre!) comme des sud-Coréens, nous sommes foutus ». Voilà les deux branches de l'alternative ainsi proposée aux salariés : soit en Occident ils acceptent la baisse des salaires, la remise en cause de la réduction du temps de travail et celle de leurs droits en général, soit c'est la précarité et le chômage avec l'exploitation forcenée des salariés du Sud. Michel Rocard, ancien premier Ministre français, résumait dans une formule choc le diagnostic de cette situation, dans un entretien récent dans un journal de la presse régionale¹, en dénonçant « *l'excès de cupidité des riches* » et « *leur appétit de pouvoir* ».

La question de savoir s'il s'agit d'une crise du système, d'une mutation, voire d'une rupture n'est pas nouvelle : Schumpeter pensait que l'ancien était chassé par le nouveau, le modèle d'Hegel dirait que le dépassement des contradictions est en cours, Karl Polanyi parlerait de la « *grande transformation* ». Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie, évoque lui une « *crise mondiale de l'inégalité* » dans un texte daté du 9 janvier 2013, intitulé « Les crises de l'après-crise ». Il ajoute : « *Un système politique et économique qui ne bénéficie pas à la grande majorité de la population n'est pas durable. La foi dans la démocratie et dans l'économie de marché va finir par s'éroder et la légitimité des institutions existantes et du système en place va être mise en question* ». C'est ce que prédisait déjà Ilya Prigogine lorsqu'il analysait que le monde commun était en voie d'écroulement ici et là, dans ses représentations collectives, ses mythes fondateurs, ses récits mémoriels, son ordre symbolique, ses régulations et ses croyances : il désignait ce constat sous le terme de « *bifurcation* » pour désigner cette rupture historique. Il faudra y revenir.

Mais en attendant, on peut se contenter peut-être de ce qu'exprime le site du Ministère français des affaires sociales et de la santé qui parle d'une société « *en profonde transformation* » et d'un travail social en « *forte évolution* » face aux nouvelles formes de précarité, à la perte de confiance dans les institutions, à l'affranchissement des contraintes de la famille ou des anciennes communautés, à la disqualification de l'assistance, à l'exigence de droits légitimes à l'information, etc. Puis le site conclut : « *La question sociale posée au travail social est aujourd'hui celle de sa fonction dans le contrat social, dans l'ambition de faire société* » : comment susciter « *le corps social en travail* » fut l'axe central d'un numéro fameux de la revue *Esprit* publié, tenez-vous bien, en 1972 ! Le Ministère conclut aujourd'hui avec une forme de regret sur le fait qu'il s'agit surtout dans les méthodes de ce travail social d'« *une approche individualisée d'accompagnement, sous tendue par le mode dominant du projet individuel* » signalant en même temps le peu de projets collectifs ou de développement territorial.

Le travail social avec les professions classiques qui « *font société* », à savoir notamment les assistantes et assistants de service social, les éducatrices et éducateurs spécialisés, les animatrices et les animateurs ont vu à leur côté d'autres professions émerger que l'on désigne sous le nom d'intervenant(e)s sociaux ou culturels, tels que les médiateurs(trices) sociaux ou culturels, les chefs de projet, les conseiller(e)s en insertion, les agents d'aide à la personne, etc. Tout cela implique bien sûr de nouvelles formations et de nouveaux marchés (y compris à l'université). Cette construction du social, qui a une visée émancipatrice pour tous les individus d'abord et un effet de réparation éventuelle en même temps pour les écartés du savoir, du pouvoir et de l'argent, devient illusoire (et non utopique en écho à ce que je vous dirai plus tard) si l'on occulte les problématiques liées aux choix des valeurs, aux décisions idéologiques, aux engagements politiques. Éviter ce piège commence par l'affirmation du préalable à toute action consistant à dire que les animateurs et autres travailleurs sociaux relèvent de l'art du faire avec les personnes et les groupes et non de la seule technicité visant à faire pour : ceci est une bonne raison pour ne pas les catégoriser dans le ventre mou des intervenants sociaux et culturels, car ils n'ont pas à se situer **entre** les populations et les institutions, mais, avec la compétence qui peut être la leur à devenir des marginaux

¹ Il s'agit de Sud-Ouest pendant l'été 2012.

sécants comme l'exprimait Michel Crozier dans *L'acteur et le système*² (je n'ai pas le temps de m'attarder sur ce concept. Je l'associe volontiers à la réflexion du sociologue Michel Autès qui mêle judicieusement au sujet des travailleurs sociaux leur art et la saisie d'opportunités ; au *Kairos*, au « savoir conjectural » dit le philosophe Pierre Vidal-Naquet, l'à propos, l'occasion adroitement interceptée, en association avec la *Témis*, la ruse de l'intelligence dit cet autre philosophe Jean-Pierre Vernant, tous deux hellénistes ; à l'intelligence stratégique que j'ai développée par ailleurs qui consiste à lire entre les lignes et à se forger une capacité à capturer les bons moments ou les bons lieux en particulier dans les temps de crise et de choix ; je songe enfin à l'association de la *Virtù* et de la *Fortuna* chez Machiavel, la *Virtù* impliquant que les acteurs sachent avant tout s'adapter aux circonstances, la *Fortuna* équivalente à la chance fugace, dans un équilibre instable entre volonté de l'une et incertitude de l'autre).

Donc des travailleurs sociaux ni adaptés, ni opposants, ni ajustés, mais revendiquant dans l'exercice de leurs métiers une appartenance à la culture historique des travailleurs sociaux et à celle de leur formation : paraphrasant l'analyse du sociologue québécois Guy Rocher, on doit expliquer que toute « *socialisation peut avoir comme résultat... une adaptation sociale qui s'exprime aussi bien par le désir de changer le milieu ou d'innover que de se conformer à ce milieu* »³. Leur choix ne fait aucun doute pour Marcel Bolle de Bal, le sociologue belge qui a fait l'ouverture du colloque de Bordeaux il y a 10 ans : il affirme à nouveau dans son dernier ouvrage en trois tomes sur *La sociologie existentielle* que l'exigence « *d'encourager les personnes à devenir acteurs sociaux autonomes et stratèges* » facilite, en développant l'apprentissage par l'expérience, « *leur auto-connaissance afin d'accroître la capacité d'autogestion des systèmes sociaux* ». En résumé, je pense que la vertu sans l'habileté, c'est l'impuissance. Quant à l'habileté sans la vertu, c'est le cynisme.

Je vous rappelle que c'est ce même sociologue qui, toujours à Bordeaux⁴, dans le registre de ce qui s'appelle par ailleurs société, lien social ou vivre ensemble, avait travaillé les notions de liance, reliance, déliance (dont la traduction la plus proche en espagnol serait *vinculación*, *desvinculación* et le néologisme, *revinculación* ; en anglais *connection (social cohesion)*, *unlinking*, *disconnection* et *reconnection* ou *relinking*). La liance correspond au fait de chercher du sens ; la déliance à la rupture des liens sociaux et humains, l'isolement et la solitude, les crises d'identité et le désengagement citoyen ; la reliance à l'acte de créer ou de recréer des liens, d'établir ou de rétablir une liaison entre une personne et un système dont elle fait partie.

La reliance économique passe par l'emploi, la reliance sociale par la solidarité, la reliance politique par l'engagement, la reliance écologique par la préservation de l'environnement et le développement durable. Bolle de Bal pense que liberté et égalité sont contradictoires et que seule la fraternité peut heureusement les concilier. Le philosophe Étienne Balibar propose le néologisme d'« égaliberté » qui signifie à ses yeux la nécessaire interaction entre la citoyenneté relevant de la construction collective de la réciprocité des droits et la civilité qui valorise la nécessité apaisante d'un mouvement de retrait et de distanciation par rapport à la puissance du collectif. Marcel Mauss, le penseur anti-utilitariste, considère de même que c'est par le don que l'on peut concilier égoïsme et altruïsme (se faire plaisir en faisant plaisir), et que le contre-don est une preuve supplémentaire de l'existence de l'amour de l'autre et de l'amour de soi par reconnaissance réciproque. À l'instar de ce dernier, le sociologue Roger Sue, pense aussi que nous assistons à une « *recomposition du lien social* » dont la vie associative et les réseaux sociaux malgré leurs imperfections inventent de nouvelles compétences relationnelles.

Éve Lamoureux, professeur d'histoire de l'art à l'UQAM et fille de notre collègue Jocelyne Lamoureux, professeur de sociologie dans la même université, explique que le vivre ensemble est constitué d'une « *multitude d'interactions quotidiennes qui font que les gens coexistent* » de façon plutôt pacifique. Elle

² Michel Crozier et Erhard Friedberg, *L'acteur et le système*, coll. Points-Politique, 1981.

³ *Introduction à la sociologie générale*, tome 1, *L'action sociale*, coll. Points, Seuil, 1968.

⁴ Voir son intervention sur le site http://colloque.cs.free.fr/seance_inaugurale.htm

reprend l'idée d'Alain Touraine en y ajoutant le fait que les individus tentent « *de vivre à la fois égaux et à la fois différents* ». Car les rapports sociaux de domination sont toujours présents et multiples, ce qui crée « *un horizon de luttes* », dit-elle, engendrant une « *négociation perpétuelle* », autour de ce que l'on peut analyser comme une tension résultant de la rencontre entre les différents et les différends⁵ (tous deux issus du même mot latin *dis-ferre*, mais aux sens spécifiques l'un de diversité et l'autre de divergence), tension qui peut être facilement solutionnée dans une démocratie sereine pratiquant avec art la controverse.

Mais cette négociation est en panne dans bien des endroits de la planète : le fait de traiter les femmes et les hommes comme des moyens, de les instrumentaliser, de les nier par le chômage, l'exploitation, la pauvreté, l'ignorance, la bêtise, la montée des peurs et de l'intolérance, l'exclusion ou même le réchauffement forcé de la planète, bref l'insignifiance dont on pare toutes ces personnes, peut les inciter pour partie à pencher vers le racisme, la xénophobie, le machisme, la délinquance ou le retrait, et pour partie vers l'indignation, car cela les révolte aussi : ils ne méritent pas à leurs yeux, à juste raison, un tel traitement qu'il refuse, car il ne leur convient pas, il n'est pas digne d'eux. Étienne Balibar, parle à ce propos d'une « *insurrection émancipatrice* ».

Il existe des périodes dans l'Histoire où se succèdent ces attitudes en intrication avec la société. Ainsi en France par exemple, au XIX^{ème} siècle après la Restauration, la Monarchie de juillet (avec le « *Enrichissez-vous* », injonction du ministre libéral Guizot), puis l'Empire, la politique conservatrice au service des intérêts de la seule Bourgeoisie a provoqué les révolutions de 1830, de 1848 et celle de la Commune de Paris. Pierre Leroux, philosophe et homme politique de cette période, écrivait : « *La société n'est plus qu'un amas d'égoïsmes. Ce n'est donc plus un corps, ce sont les membres séparés d'un cadavre* ». C'est d'ailleurs en raison de cet état de la France d'alors qu'il reprit et popularisa le mot socialisme pour désigner l'idéal d'une société qui pourrait réconcilier les impératifs de liberté et d'égalité évoqués tout à l'heure.

Mais alors comment penser les tensions entre individu et société, dans cette grande crise systémique qui peut être l'occasion d'engendrer une grande mutation ? J'ai cité les égoïsmes et les individualismes qui semblent nous submerger à ce jour : mais, comme l'explique le sociologue Claude Giraud dans *Qu'est-ce que l'engagement ?*⁶, on confond souvent le fait de « *prendre soin de soi-même* », la « *valorisation de la vie privée* » et la « *valeur absolue attribuée à l'individu* », par la survalorisation de la performance individuelle et d'un compétiteur toujours plus efficace, ou bien encore par la capacité d'autonomie qui serait un pré-construit supposé, avant tout appartenance à la société et à ses réseaux.

Les travailleurs sociaux, dont les animateurs, sont désormais tenus de se saisir de ces débats pour faire des distinctions et tenter de comprendre la relation complexe de l'individu et de la société dans la mesure où leur approche méthodologique des personnes en dépend. Le sociologue Jacques Ion est peut-être celui qui a le mieux perçu cet enjeu, notamment dans *S'engager dans une société d'individus*⁷. Il démontre que « *l'individuation croissante ne signifie pas forcément repli sur la sphère privée et moindre engagement dans la cité* ». Et mieux encore il suggère à la fin de l'ouvrage que la déconnexion possible entre cette montée en puissance de l'individu, la centration sur le souci de soi, n'est peut-être après tout que l'expression d'une aspiration à une politique plus proche, plus locale, plus contrôlable, n'évacuant pas la question centrale du « *Qui décide ?* » et donc de la nature de la démocratie en général. Nous sommes tous témoins et acteurs d'engagements sans adhésion : que l'on pense aux lycéennes et lycéens refusant l'expulsion de jeunes sans-papiers à l'appel de leur syndicat, la FIDL⁸, il y a une quinzaine de jours, et qui dans les manifestations enlevaient ou cachaient dans leur revers de veste le badge du syndicat qu'ils ne voulaient pas afficher : engagement sans appartenance groupale, le "Nous" sans référence, une aspiration à vivre ensemble sans espaces définis au préalable autres que ceux issus du proche réel, l'école,

⁵ Difficilement traduisible sûrement.

⁶ L'Harmattan, 2011.

⁷ Armand Colin, 2012.

⁸ Fédération indépendante et démocratique des lycéens.

l'habitat, l'entreprise, des équipements et des activités culturelles et sociales, la rue, des lieux, des territoires. Certains vont désigner ce comportement comme une crise du militantisme : Jacques Ion répond que cette analyse est le « *produit de l'aveuglement à voir le nouveau quand l'ancien se défait* ». De façon identique, dans un ouvrage récent *Les jeunes et l'engagement. Désenchantement et espoir*, deux professeurs de l'université Mohamed V à Rabat, un de sciences économiques, Nouredine Affaya, et l'autre de philosophie, Driss Guerraoui, à partir de 200 entretiens avec des jeunes de divers pays mettent en valeur leur dynamique de changement et leur désir de participation entrelacés avec leurs craintes d'être victimes de manœuvres politiciennes.

Cette dialectique du je et du nous montre qu'il existe de l'individuel et du collectif dans tous les projets que chacun souhaite vivre, permettant le passage des pratiques quotidiennes vers un ensemble plus vaste qui s'appelle société. La théorie de l'individualisme méthodologique qui vise à réduire chacun à son jeu personnel et aux bénéfices qu'il en retire sans conscience des effets produits sur les autres est en correspondance avec ce capitalisme qui considère que les agents économiques sont les seuls à pouvoir juger de ce qui est bon pour eux : les événements de ces dernières années (et de colloque en colloque depuis 2003 nous en avons tous noté l'aggravation) ont démontré la rationalité défailante d'une tel système qui met l'égoïsme, l'envie et la cupidité au premier plan.

Les travailleurs et les intervenants sociaux et culturels peuvent-ils rester de simples techniciens uniquement préoccupés de raffiner leurs compétences, désensibilisés au point de rester neutres d'un point de vue axiologique, sans jamais tenir compte des contextes et des effets des actions qu'ils entreprennent ? Je me souviens (c'était il y a longtemps, au début des années 90), au cours d'un colloque au département carrières sociales de l'IUT alors à Talence, d'un inspecteur breton des affaires sanitaires et sociales qui avait adressé avec force cette interpellation aux animateurs présents : « *Si vous restez des techniciens, vous perdrez tout !* ». Belle façon de rendre sensible à cet enjeu qui consiste pour le professionnel à manifester son intelligence stratégique non pas pour le plaisir de son engagement personnel (ce qui en soit n'est d'ailleurs pas inutile, car le plaisir, une certaine maîtrise et une intériorisation de soi sont à coup sûr des facteurs d'efficacité sociale), mais pour donner sens à son « *action qui n'est pas du seul registre du faire, mais également de celui de l'imaginaire, de la pensée autant que de l'art* »⁹. Et ce sens relève pédagogiquement, par delà l'activité concrète avec les personnes, de la capacité du professionnel à faire que chacun se questionne au quotidien sur le degré d'« *état agentique* » qui est le sien, c'est-à-dire, comme l'exprime Stanley Milgram, l'agent d'exécution d'une volonté extérieure le faisant renoncer à sa responsabilité et à sa capacité critique au profit du système dans lequel il se trouve inséré. La culture historique de chacun de ces professionnels devient encore plus pertinente aujourd'hui lorsqu'elle cherche que chaque individu, dans un système d'interactions avec tous les autres partenaires de ses environnements diversifiés, puisse se projeter dans le temps, susciter une action partagée, assumer autonomie et responsabilité dans un système de contraintes et de ressources (une logique instituée, routinière, juridique et une logique instituant, transformatrice), dans une perspective solidaire de lutte contre les injustices. Les travailleurs sociaux pourraient-ils penser qu'il soit possible que l'autre, avec lequel ils réalisent leur mission, devrait se contenter lui-aussi (comme le professionnel réduit à la technique) d'agir sans savoir et de faire sans connaître ?

On peut objecter que tout cela est profondément politique, partisan, tendancieux même. Mais comment éviter de labourer le champ politique lorsque l'on parle du travail social et de l'animation quand on leur fixe comme mission historique la lutte contre les injustices et les inégalités ? Hanna Arendt, dans *L'impérialisme*¹⁰, explique qu'on ne peut construire un vivre ensemble que « *de concert avec ses égaux et seulement avec ses égaux* ». Et cette aspiration démocratique relève non seulement des peuples de l'Occident, mais du monde entier : la Tunisie nous en offre un exemple frappant. Après les assassinats de militants politiques et d'un d'avocat, les menaces vis-à-vis des opposants, victimes de violences et

⁹ In *Qu'est-ce que l'engagement ?* de Claude Giraud.

¹⁰ Coll. Points / Essais, Seuil, 2006.

poursuivis en justice, les déplacements de journalistes dans les radios, des jeunes artistes, des cinéastes, des compositeurs, des musiciens arrêtés (comme le rappeur Weld El 15 - de son vrai nom Ala Yaakoub - condamné en juin à deux ans de prison ferme pour avoir mis en cause la police dans une de ses chansons) provoquent une aspiration à une émancipation de l'information et une ouverture tous azimuts sur des sujets jusque-là tabous : même des syndicalistes des forces de sécurité mettent en cause des partis politiques au pouvoir ou des membres du gouvernement.

La démocratie est devenue un enjeu mondial. Il ne s'agit pas uniquement de la maintenir dans ses formes anciennes : elle ne puise sa force que dans sa capacité à créer non seulement les conditions de sa reproduction, mais aussi celles de son approfondissement. Le philosophe Claude Lefort parle de *L'invention démocratique*¹¹ (titre d'un de ses ouvrages) pour signifier ce processus et dans son ouvrage intitulé *Le temps présent*¹² il suggère avec force que « *la démocratie est une forme de société dans laquelle les hommes reconnaissent qu'il n'y a pas de garant ultime de l'ordre social* » : en conséquence le système politique qui découle de cette vision démocratique est celui « *dans lequel les hommes commencent à vivre dans l'épreuve de l'incertitude* ». Cornelius Castoriadis pour sa part avait déjà largement analysé avant sa mort que les significations héritées (religions et grandes idéologies) avaient perdu de leur influence et de leur crédibilité, désormais devenues incapables de régir les affaires humaines (et le bassin méditerranéen en est un exemple actuel marquant). Il a montré haut et fort que le régime des notables et des oligarchies provoquait le repli dans la sphère privée, cet « individualisme » évoqué tout à l'heure, et que la démocratie représentative, à condition qu'elle soit accompagnée de multiples apprentissages et révolutions minuscules, devrait céder la place à une réelle délibération collective, avec la rotation des élus, leur révocabilité, leur brève durée de mandat, etc. Le philosophe Jacques Rancière explique enfin dans un entretien accordé au *Nouvel Observateur* le 28 juin 2012, que dans son principe, comme dans son origine historique, la représentation est le contraire de la démocratie. La démocratie est fondée sur l'idée d'une compétence égale de tous, issue de la notion de tirage au sort des hommes politiques dans la Grèce antique, procédé qui a existé et existe encore dans d'autres civilisations et d'autres communautés. Il ajoute même dans son ouvrage *La haine de la démocratie* que « *l'individualité est une bonne chose pour les élites* », mais qu'« *elle devient un désastre de la civilisation si tous y ont accès* »¹³.

C'est ce contexte qui permet de comprendre les dangers qui nous menacent : le 25 janvier 2013, l'institut de sondages Ipsos a conçu et réalisé pour *Le Monde*, la Fondation Jean Jaurès et le Cevipof (centre de recherches politiques de Sciences Po à Paris) un baromètre sur les « Nouvelles Fractures qui traversent la société française ». À la question « *Le système démocratique fonctionne plutôt bien en France* », la réponse de l'échantillon des français retenus est « *non* » à 72%. À la question sur les mobiles des hommes et des femmes politiques, la réponse est, à 72%, « *l'intérêt personnel* ». Enfin à la question, « *y-a-t-il trop d'étrangers en France* », la réponse est « *oui* » à 70%. Pensez-vous que l'Europe et les autres pays de la planète, sont à l'abri de résultats du même type ? Voulez-vous que nous parlions de la poussée plus ou moins récente de l'extrême droite en Autriche, en Italie, en Suisse, aux Pays-Bas, en Norvège et même en Suède ? Voulez-vous que nous parlions de l'état de la "démocratie" en Russie, en Chine, au Venezuela, en Égypte ? Nos nuits et nos jours n'y suffiraient pas.

Une des fonctions du RIA (avec ses moyens limités) est de penser une animation, un travail social et une intervention sociale et culturelle pertinente : c'est d'ailleurs ce que nous avons construit patiemment à chacune de nos rencontres, montrant ainsi que nous avons une conscience aigüe de cet enjeu, sans lequel nos actions et nos réflexions ne seraient que confusion.

¹¹ Paris, Fayard, 1981.

¹² Belin, 2007.

¹³ La Fabrique, 2005.

En conclusion, certains d'entre vous pourront peut-être s'étonner que je veuille vous faire partager mes "égarements". Je vous répondrai en citant cette fable du psychanalyste et philosophe Slovène Slavoj Žižek. IL écrit : « *Dans la tradition juive, il existe une histoire fameuse d'un rabbin racontant à son jeune élève la légende d'un prophète à qui est apparu une vision divine : alors que le jeune lui demande avec impatience, " c'est vrai, c'est réellement arrivé ? ", le rabbin lui répond "ce n'est probablement jamais arrivé, mais c'est vrai" »*. La véracité de cette histoire est symbolique : il s'agit pour notre réseau, comme pour le jeune élève, de donner du sens au mouvement, de faciliter des appels d'air, car il n'y pas de solution toute faite.

D'autres parmi vous vont peut-être penser que Gillet sacrifie dans l'euphorie de ce dixième anniversaire du RIA à sa ritournelle de l'utopie parce qu'ils assimilent cette notion à la seule illusion et à la chimère, cette idée vaine produit de mon imagination délirante. Ils auraient tort : vous-même avez montré dans les ateliers que partout dans le monde des alternatives sociales, économiques, démocratiques, écologiques se mettent en place dans un refus de l'injustice, dans des combats menés certes avec difficultés, hésitations, avancées et reculs, avec des victoires partielles et insuffisantes, dans des actions individuelles et collectives inconnues du grand public, mais bien réelles menées par des individus et des groupes de population dont les travailleurs sociaux sont des alliés par la compétence qui est la leur et les réseaux qu'ils entretiennent avec les multiples acteurs, produisant ainsi de la médiation démocratique, au cœur de la question du pouvoir.

À ce propos, je pense aussi à cette expérience anticapitaliste élaborée dans ce village de 2670 habitants, Marinaleda en Andalousie. Quelques informations de référence : un salaire de 47 euros par jour pour tous, avec 6h et demie de travail aux champs et 8h en usine ; un faible coût de la vie, des services publics gratuits ou quasiment, y compris pour le logement ; une démocratie participative renforcée dans les décisions prises (mais on peut s'interroger sur ses effets, lorsque l'on sait que le même maire est élu depuis trente ans : fonction honorifique ou pouvoir personnel ?). Je veux citer aussi le festival Burning man, cet événement artistique dans le désert de Black Roch au Nevada. Il s'agit d'une concentration passagère (une semaine) et annuelle, rassemblant en 2013 près de 70 000 participants dans un cadre de libre expression, d'autogestion, de participation, de responsabilité civique, de respect de l'environnement, de créativité collective, de dons, d'autosuffisance, de bénévolat, de refus du commerce. Il en existe des répliques dans le monde entier, par exemple les Brûleurs de Montréal, les French Burners, etc.

On peut évoquer alors avec le regretté Henri Lefebvre qu'« *il faut tenter l'impossible pour avoir le possible* »¹⁴, ce que Jacques Rancière désigne comme des « *croisements entre logiques* », « *une topographie des possibles* » et leur « *démultiplication* », une sorte de "lapsus" contre le cours soit disant normal des choses, une négation humaine d'un destin dans une intrication complexe entre praxis collective, culture et imaginaire. On peut aussi penser à Edgar Morin qui dans *Pour sortir du XX^{ème} siècle* écrivait : « *Nous avons besoin d'idées pour commercer avec le réel* »¹⁵.

L'utopie peut être vue comme une errance dégénérée, ce que j'ai appelé plus haut un de mes égarements. C'est une de ses origines étymologiques. Mais une autre existe qui relève de ce que le philosophe Ernst Bloch appelait le « *non-encore être* », une façon de se projeter et d'anticiper l'avenir des possibles.

En restant fidèle à mes convictions paradoxales d'une utopie réaliste, c'est-à-dire d'une utopie qui refuse la fuite hors du réel, à « *ce travail sans fin* » que j'évoquais dans un article dès 1986 et au moment de passer le témoin à d'autres acteurs et coureurs du marathon démocratique et éducatif, permettez-moi de me retirer sur la pointe des pieds en vous suggérant une dernière fois avec Jacques Ion, et cela devrait vous encourager, que « *des combats perdus ne sont que des batailles dans une guerre de longue haleine* » contre la barbarie et le chaos. Cette guerre est celle où, à chaque fois que des travailleurs du sens s'abattent, d'autres se lèvent pour prendre la relève, écrit le psychosociologue Eugène Enriquez. Comme

¹⁴ Entretien dans *Libération* du 25 novembre 1975.

¹⁵ Seuil, 1984.

l'explique Jean-Paul Sartre, un de mes maîtres, il n'y pas d'autre choix pour l'homme que « *d'être ce qu'il n'est pas pour être ce qu'il est* ».

Je vous remercie et je vous embrasse.

Jean-Claude Gillet,
Professeur honoraire des universités
Coordonnateur du Réseau International de l'Animation
Paris, le 31 octobre 2013.

Note du webmestre : divers liens pour compléter votre lecture...

<http://jeanclaudegillet.free.fr> - <http://ria2013paris.carrieres-sociales.com> - <http://www.rianimacion.org>